

***De la Libération au Pacte scolaire (1945-1958)
À propos de quelques milieux intellectuels
catholiques « progressistes »
en Belgique francophone***

Jean-Louis JADOULLE

L'histoire du catholicisme belge de la Libération au milieu des années 60 demeure mal connue. Alors que les travaux sur le concile Vatican II se multiplient¹, le chercheur manque encore des nombreuses monographies indispensables pour tenter ne fût-ce que l'épure d'une période essentielle. Les recherches consacrées au second concile du Vatican n'ont pourtant pas manqué de mettre en évidence l'apport décisif des évêques et des experts belges présents à Rome, reflet d'un catholicisme ouvert au changement².

Cette étude, consacrée à une série de milieux intellectuels catholiques de tendance « progressiste », actifs en Belgique francophone de la Libération au Pacte scolaire, constitue une tentative de mieux connaître ce catholicisme pré-conciliaire, en tout cas dans ses franges les plus réformistes. Les quatre milieux qui sont l'objet de cette recherche sont en effet habituellement situés

1. On citera, parmi les publications les plus récentes, la synthèse de G. ALBERIGO et É. FOUILLOUX (dir.), *Histoire du Concile Vatican II (1959-1965)*, t. 1 : *Le catholicisme vers une nouvelle époque. L'annonce et la préparation (janvier 1959 - octobre 1962)*, Paris, 1997 et t. 2 : *La formation de la conscience conciliaire : la première session et la première intersession (octobre 1962 - septembre 1963)*, Paris, 1998.

2. R. Aubert parle d'un catholicisme « d'avant-garde ». Cfr R. AUBERT, *Le catholicisme belge de 1830 à Vatican II*, in *La Foi et le Temps*, 1980 (X), p. 492.

sur la « gauche » du catholicisme belge, sur ses marges les plus ouvertes à une réforme de la société et de l'Église³.

Fondée en 1945 et héritière de *La Cité chrétienne* animée par le chanoine Jacques Leclercq, *La Revue nouvelle* manifeste un profil nettement catholique. Les « nécessités du temps »⁴ imposent en effet, selon les promoteurs du nouveau périodique, de renouer avec « une conception intégralement chrétienne de la vie »⁵. Ce souci de mettre au jour les implications profanes de la foi catholique demeurera constant au moins jusqu'à la fin des années 50. Ancrée au cœur de son projet fondateur, l'identité chrétienne de *La Revue nouvelle* explique le choix de la rédaction de réserver une large place « à l'étude directe des problèmes religieux et, en annexe, des questions philosophiques »⁶. Elle ne fait toutefois pas de ce périodique une revue religieuse ou théologique. À plusieurs reprises, Jean Delfosse partage avec l'un ou l'autre collaborateur sa crainte que la revue ne prenne une « allure intermédiaire entre une revue diocésaine et une revue théologique. La grosse majorité des beaux textes que j'ai dans mes fardes pour cette année, est écrite par des ecclésiastiques, sur des thèmes théologiques et moraux ou, sur ces derniers thèmes, par des laïcs. Je voudrais, tout en gardant le climat de la Revue, accentuer un peu plus son caractère de revue laïque, écrite pour des laïcs et remplie le plus possible par eux »⁷.

Ce souci de s'adresser d'abord et avant tout aux laïcs et de leur adresser la nourriture spirituelle indispensable à leurs engagements profanes se reflète dans la direction et l'animation de la revue. Celles-ci sont assurées par deux laïcs, André Molitor et Jean Delfosse. Plusieurs ecclésiastiques (Jean Jadot, Roger Aubert,

3. Sur ces différents milieux, les circonstances de leur fondation, leurs acteurs et leurs réalisations, cfr J.-L. JADOULLE, *Chrétiens modernes ? Regard sur quelques milieux intellectuels catholiques "progressistes" en Belgique francophone (1945-1958)*, Louvain-la-Neuve, thèse de doctorat en histoire, UCL, 1999. t. 2, p. 76-334.

4. *Départ*, in *La Revue nouvelle*, 1er février 1945 (I) n° 1, p. 2.

5. *Ibidem*.

6. *Idem*, p. 7.

7. Lettre de Jean Delfosse à Léopold Genicot, Bruxelles, 29 janvier 1954 (GROUPE D'ÉTUDES DES HISTORIENS DE L'EUROPE CONTEMPORAINE [GEHEC], UCL, *Archives de La Revue Nouvelle*, n° 190). Cfr aussi lettre de Jean Delfosse à Jean Vieujean, Bruxelles, 16 janvier 1952 (*Idem*, n° 184) et de Jean Delfosse à H.-M. Oger, Bruxelles, 4 février 1953 (*Idem*, n° 187).

Jean Vieujean, Charles Moeller...) y jouent néanmoins un rôle important, alimentant de leur plume et de leurs réflexions la jeune revue.

La Relève est née sous l'Occupation. Dans le courant de l'année 1941, le père Beda Rigaux, fondateur et animateur du Centre de Culture chrétienne que fréquentent de nombreuses personnalités catholiques bruxelloises, prend l'initiative de réunir les plus jeunes d'entre elles et suscite la création d'un groupe qu'il dénomme d'emblée *La Relève*. Leur rappelant qu'ils représentent la jeune génération qui, demain, devra reconstruire le pays dans une optique chrétienne, il les engage à anticiper les problèmes de l'après-guerre. Ce groupe tient, pendant plusieurs mois, des réunions régulières. Les échanges portent sur la reconstruction du pays et les problèmes de la vie publique en général.

À la Libération, les principaux promoteurs du groupe, et au premier chef Jean Michiels et Arthur Gilson, décident de l'arrimer au Parti Social Chrétien (PSC) en cours de gestation. Ce qui deviendra très rapidement l'équipe centrale de *La Relève* peut déjà compter sur quelques équipes semblables à celle qui était active sous l'Occupation⁸. Elles composent les premières mailles du mouvement de *La Relève* qui voit le jour à la fin de l'année 1944 ou au début de l'année 1945. Il se définit alors à la fois comme un mouvement d'éducation des citoyens à la chose publique et aux responsabilités — pas seulement politiques — qu'ils ont à exercer dans la vie de la Cité et un groupe de pression qui tente d'influencer la ligne du nouveau PSC et d'amener de nouveaux candidats sur les listes : dès 1945, les équipes sont invitées à soutenir l'effort électoral du PSC et à inciter les membres qui souhaitent faire carrière politique à se mettre sur les listes du nouveau parti. Lors des élections de février 1946, plusieurs membres de *La Relève*, comme Arthur Gilson, Pierre Harmel et Raymond Scheyven sont élus. Toutefois, au lendemain du scrutin, les responsables de *La Relève* décident de se saborder en tant que mouvement. En cause, le refus de voir *La Relève* devenir une sorte de *stand* au sein du PSC. Le groupe de *La Relève* se profile

8. *La Relève. Mouvement d'étude et d'action politiques. Le sens d'une politique. Position de principe. Statuts du mouvement*, Bruxelles, [mars 1945], p. 9.

désormais comme l'« aile marchante »⁹ ou l'« aiguillon progressiste »¹⁰ du PSC.

L'existence de l'équipe belge de *Témoignage chrétien* est attestée dès mars 1947¹¹. Active depuis quelques mois, elle est composée d'un noyau de quatre personnes : Jules Gérard-Libois, le père Paul Bourgy, Hubert Dewez et le père Damien Reumont. Ils formeront, dès septembre 1948, le premier comité de rédaction de la page belge de *Témoignage chrétien*¹². Pendant dix ans, ils diffuseront en Belgique le journal français, *Témoignage chrétien*, étoffé d'une ou de deux pages belges.

D'emblée, les promoteurs de ce nouveau périodique font preuve d'une grande sensibilité par rapport au « problème missionnaire, et plus particulièrement [au] problème de l'Église dans les milieux prolétariens »¹³. Dès novembre 1948, le comité de rédaction fait part de sa volonté de produire un journal engagé, solidaire de « tous les grands mouvements de libération humaine et d'apostolat missionnaire »¹⁴. À rebours de toute tentative de repli, voire de rejet du monde contemporain, l'équipe belge de *Témoignage chrétien* choisit d'œuvrer à la découverte d'un nouveau

9. « Étienne de la Vallée Poussin nous parle du rôle de 'La Relève' dans le PSC », in *La Relève*, 9 décembre 1945 (I), n° 18, p. 1, 3.

10. C. VAN DER BRUGGEN, « Pourquoi un bureau d'études politiques », in *La Relève*, 17 mars 1946 (II) n° 11, p. 6. Cfr aussi « 'La Relève' n'est pas un stand », in *La Relève*, 24 mars 1946 (II) n° 12, p. 1 et P. LION, « Journal d'un lecteur », in *La Relève*, 3 juin 1950 (VI) n° 22, p. 9. Arthur Gilson, Pierre Merten et Charles Roger confirment ce rôle de « aiguillon progressiste » et acquiescent à la formule : cfr entretien de J.-L. Jadoulle avec Arthur Gilson, Lasne, 7 avril 1999 ; avec Pierre Merten, Bruxelles, 16 avril 1999 et avec Charles Roger, Bruxelles, 18 mai 1999.

11. Lettre d'Andrée et Jules Gérard-Libois à Paul Leburton, Bruxelles, 1 mars 1947 (ARCHIVES DU MONDE CATHOLIQUE [ARCA], UCL, *Papiers Paul Leburton*). Il s'agit du document le plus ancien, à en-tête de *Témoignage chrétien. Équipe belge*, que nous ayons retrouvé.

12. Compte rendu de la réunion de l'*Équipe belge de Témoignage chrétien*, Bruxelles, le 21 septembre 1948 (CENTRE D'ACTION ET DE RECHERCHE EN HISTOIRE OUVRIÈRE ET POPULAIRE [CARHOP], Bruxelles, *Papiers Hubert Dewez*, s.l., s.d.).

13. Lettre de Jules Gérard à Mme Hubert Dewez, Bruxelles, 10 septembre 1947 (CARHOP, *Papiers Hubert Dewez*).

14. « Homme parmi les hommes. Notre témoignage », in *Témoignage chrétien. Édition belge*, 26 novembre 1948, n° 229, p. 3.

mode de présence des chrétiens dans le monde, à la recherche d'une nouvelle « vision chrétienne du monde où Dieu nous demande d'être Ses témoins »¹⁵. Car « l'Église doit, dans les décades à venir, entrer résolument dans le mouvement du monde moderne pour l'assumer et ainsi le sauver »¹⁶. Si cette préoccupation missionnaire se focalise tout particulièrement sur la classe ouvrière, l'attention à la condition de la classe laborieuse dépasse cependant le projet de combler le fossé qui la sépare de l'Église. Il s'agit tout autant de poser « le problème d'une révision des structures sociales, économiques et politiques. Tout comme l'Ancien Régime a été ruiné par la montée de la bourgeoisie, nous croyons que le régime bourgeois est remis en question par le mouvement ouvrier »¹⁷. Cette prise de position réformiste prendra des accents nettement anticapitalistes.

Fondée en 1932 par Emmanuel Mounier et Georges Izard, la revue française *Esprit* séduit un certain nombre de personnalités belges. Dès l'entre-deux-guerres, des groupes *Esprit* naissent à Bruxelles, Liège et Louvain. Ils sont emportés dans la tourmente de la guerre. Au lendemain du second conflit mondial, des groupes se reforment, d'abord à Bruxelles puis à Louvain, Liège, Verviers, Seraing, Charleroi, Mons, La Louvière, Namur, Arlon et Gembloux. Contrairement aux trois autres milieux intellectuels évoqués précédemment, ceux-ci ne disposent pas d'organe de presse, sinon un petit bulletin à vocation strictement interne : ils se définissent d'abord et avant tout comme des lieux de rencontre et de formation personnelle. Surtout, le personnalisme dont ils se réclament peu ou prou constitue une plate-forme qui permet de rassembler, autour d'un idéal commun, des personnalités provenant aussi bien du monde catholique que du socialisme, de la libre pensée, du protestantisme ou du judaïsme. Le pluralisme inhérent aux groupes *Esprit* fait d'eux un milieu inédit. Un nombre important de personnalités catholiques engagées au sein de l'équipe rédactionnelle ou du cercle élargi des collaborateurs de *La Revue nouvelle*, de *La Relève* ou de l'édition belge de *Témoignage chrétien* fréquentent ces groupes, par exemple Elie Baussart, Hubert Dewez, Claude Josz, Jean Ladrière, Paul Leburton, François Persoons, Robert van der Gucht, Jean Van Lierde et Yves de

15. *Ibidem*.

16. *Ibidem*.

17. « TC belge présente son bilan anniversaire », in *Témoignage chrétien. Édition belge*, 18 novembre 1949, n° 280, p. 3.

Wasseige. Certains, comme Jules Gérard-Libois, membre du groupe *Esprit* de Bruxelles et rédacteur en chef de la page belge de *Témoignage chrétien*, y jouent même un rôle moteur.

Ces quatre milieux intellectuels présentent donc un profil relativement semblable. Mis à part les groupes *Esprit*, ils témoignent d'une forte inspiration chrétienne. Cette inspiration chrétienne marquée ne fait toutefois pas de leurs organes de presse des revues religieuses ou théologiques. Ils se profilent plutôt comme des revues d'intérêt général, largement ouvertes à l'actualité politique, économique et sociale. L'intérêt accordé aux questions internationales est également manifeste, de même que leur souci de tenir leurs lecteurs au courant de l'évolution du mouvement des idées et des différentes formes d'expression culturelle.

Les postes de direction et les responsabilités principales, en ce qui concerne l'orientation de ces différents périodiques, sont, pour l'essentiel, aux mains de laïcs. Ces trois milieux sont donc révélateurs de la montée progressive à l'avant-plan de la vie de l'Église d'un certain nombre d'intellectuels laïcs. Ce rôle déterminant des laïcs ne doit pourtant pas faire oublier l'apport essentiel de plusieurs ecclésiastiques comme l'abbé Jadot et le chanoine Aubert pour *La Revue nouvelle* ou le père Paul Bourgy au sein de la rédaction de l'équipe belge de *Témoignage chrétien*. Les groupes *Esprit* sont également composés, dans leur toute grande majorité, de laïcs.

Proches par le profil des périodiques qu'ils éditent, proches par le rôle qu'ils confèrent aux laïcs qui en font partie, ces milieux méritent également le même qualificatif d'« intellectuels ». Que ce soit par leur formation, leur itinéraire professionnel, leurs centres d'intérêt ou l'exigence des publications qu'ils contribuent à éditer, la plupart des membres des différents milieux se distinguent par un profil « intellectuel » marqué. Leur projet d'influer sur le cours de la vie de la société et de l'Église, d'en appeler à leur foi pour suggérer les réformes qui leur paraissent indispensables, fait également d'eux d'authentiques « intellectuels catholiques ». Que l'on prenne donc le terme dans son sens courant — sociologique¹⁸ — ou dans son acception au moment où il émerge

18. C'est la définition choisie, notamment dans J.-F. SIRINELLI (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique en France au XXe siècle*, Paris, 1995, p. 524 : « les intellectuels sont ceux qui participent à la création culturelle ou au progrès du savoir scientifique ainsi que ceux qui contribuent à diffuser et à vulgariser les acquis de cette création et de ce savoir » [J.-F. SIRINELLI].

dans l'histoire, c'est-à-dire l'affaire Dreyfus — l'« intellectuel » étant alors défini comme celui qui s'appuyant sur une expertise et/ou une notoriété s'engage dans la vie de la Cité¹⁹ —, les milieux qui sont l'objet de cette recherche méritent le qualificatif d'« intellectuels ».

L'étude de ces différents milieux, des personnes qui les animent et des relations qu'ils nouent, permet d'abord d'asseoir l'impression, exprimée par les acteurs d'hier, d'une réelle proximité entre les quatre groupes. Le repérage des membres des quatre milieux ou des lecteurs d'un des trois périodiques également impliqués comme collaborateur, lecteur ou membre dans un ou plusieurs autres milieux permet de mettre en évidence l'existence d'un nombre relativement important de personnes engagées dans deux, trois ou quatre groupes. Cette circulation des personnes, ajoutée aux manifestations nombreuses de proximité entre les rédactions des trois périodiques qui, très souvent, se lisent et s'approuvent, plaide pour l'existence d'un authentique réseau de sociabilité intellectuelle²⁰.

L'observation attentive de ces participations croisées permet toutefois aussi de repérer des indices d'une proximité plus grande entre *La Revue nouvelle* et *Témoignage chrétien* et entre les groupes *Esprit* et ces deux derniers milieux. Le nombre de personnes membres du groupe de *La Relève* et membres d'un groupe *Esprit* ou collaboratrices ou lectrices de la page belge de *Témoignage chrétien* est extrêmement faible. Proche à la fois de celui de *La Relève* et de celui de *Témoignage chrétien*, le cercle des collaborateurs de *La Revue nouvelle* occupe une position que l'on pourrait qualifier de médiane.

La position relative des milieux, telle qu'elle se dessine ainsi, est corroborée par l'examen du profil socio-professionnel des membres ou des collaborateurs des différents groupes²¹. Les collaborateurs de *La Revue nouvelle* et de la rédaction de *Témoignage chrétien* comptent une proportion assez importante d'ecclésiastiques. Le lectorat de *Témoignage chrétien* — le seul à propos duquel les sources nous renseignent — comporte aussi un nombre important de prêtres. Mis à part le père Beda Rigaux, qui

19. Cfr notamment J. JULLIARD et M. WINOCK (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes. Les lieux. Les moments*, Paris, 1996, p. 12 et P. ORY et J.-F. SIRINELLI, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, 2e éd., Paris, 1992, p. 9.

20. Cfr J.-L. JADOULLE, *Chrétiens modernes ?...*, t. 2, p. 328-334.

21. *Idem*, t. 2, p. 76 et sv.

prend rapidement ses distances avec le groupe, l'équipe de *La Relève* ne compte aucun ecclésiastique.

Le profil socio-professionnel des laïcs, collaborateurs ou lecteurs des trois périodiques, diffère également. Le cercle des collaborateurs de *La Revue nouvelle* est d'abord composé de personnes émanant du monde de la presse et de l'édition ainsi que de l'Université. Les comités de direction puis de rédaction et le cercle des collaborateurs principaux comptent également plusieurs haut fonctionnaires. Le profil des membres du groupe de *La Relève* est sensiblement différent : haut-fonctionnaires, attachés de cabinet et mandataires politiques, responsables d'entreprise et financiers, avocats y sont les plus nombreux. Même si plusieurs ont exercé durant la période 1945-1958 des responsabilités à l'Université, le personnel universitaire, ainsi que les journalistes, n'occupent qu'une position marginale. Comme à *La Revue nouvelle*, le poids des personnes exerçant des responsabilités dans le monde syndical chrétien paraît assez faible. Travailleurs salariés, employés et indépendants y sont absents. Le cercle des collaborateurs de *Témoignage chrétien* se profile d'une manière assez proche de celui de *La Revue nouvelle*, avec toutefois une présence plus marquée de responsables syndicaux et de laïcs engagés dans des mouvements d'Action catholique. Ces deux dernières catégories occupent une place prépondérante au sein du lectorat du journal. Par contre, les membres de la fonction publique, bien présents parmi les animateurs de premier plan de *La Revue nouvelle*, sont quantité négligeable parmi les collaborateurs de *Témoignage chrétien*.

Quant aux groupes *Esprit*, ils rassemblent des personnalités provenant, d'abord et avant tout, du monde enseignant, particulièrement de l'Université. Journalistes et membres des professions libérales, responsables syndicaux, prêtres et pasteurs et, plus encore, fonctionnaires, industriels, financiers ou mandataires politiques constituent une petite minorité. Mis à part à Seraing, les ouvriers sont absents des groupes. C'est le cas aussi parmi les membres de *La Relève* et les collaborateurs de *La Revue nouvelle*. L'édition belge de *Témoignage chrétien* ne compte que neuf ouvriers parmi ses abonnés.

L'étude des positions adoptées par les différents milieux permet de confirmer cette proximité plus grande entre l'équipe de *La Revue nouvelle* et les animateurs de l'édition belge de *Témoignage chrétien*. Elle est manifeste en matière religieuse. La part accordée aux questions religieuses, à l'évolution de la pensée chrétienne et à la vie de l'Église par la rédaction de *La Revue*

nouvelle, de *La Relève* et de l'édition belge de *Témoignage chrétien*, diffère en effet sensiblement. Les questions religieuses font l'objet de très peu de débats dans les colonnes de *La Relève*. Ses promoteurs manifestent une attention prioritaire aux questions politiques, économiques et sociales. Ils se démarquent ainsi nettement de la ligne éditoriale de *La Revue nouvelle* et de l'édition belge de *Témoignage chrétien*. Les questions religieuses y font en effet, de part et d'autre, l'objet d'un intérêt marqué. Conformément à leur projet fondateur, les responsables de *La Revue nouvelle* et de *Témoignage chrétien* consacrent de nombreux articles à explorer les voies d'une présence renouvelée des chrétiens dans le monde. Les premiers se distinguent néanmoins par une attention plus prononcée à l'évolution de la pensée religieuse et de la spiritualité ainsi qu'à la situation de l'Église dans le monde. Par contre, l'inquiétude missionnaire devant le fossé qui sépare l'Église et le monde ouvrier est plus manifeste dans les colonnes de la page belge de *Témoignage chrétien*²².

En matière profane, les promoteurs de *La Revue nouvelle*, de *La Relève* et de la page belge de *Témoignage chrétien* partagent d'abord un certain nombre de positions fondamentales, particulièrement en matière économique et sociale. Critiques par rapport au régime capitaliste, les promoteurs des trois périodiques appellent de leurs vœux la construction d'une société qui octroie aux travailleurs une part plus grande dans la direction de l'économie et la répartition des richesses. Ils se rejoignent également dans leur revendication d'une intervention croissante de l'État dans l'activité économique. L'instauration d'une économie orientée, située à mi-chemin entre l'économie de marché et l'étatisme marxiste, doit aller de pair avec la mise en œuvre des réformes de structure²³ et la consolidation du régime de sécurité sociale. Cette démocratie économique et sociale doit être complétée par l'octroi, au plus grand nombre, de la possibilité d'accéder à l'enseignement secondaire et supérieur. La réalisation de ce vaste programme nécessite, idéalement, le rassemblement de toutes les forces « progressistes ». Elle exige donc un effort de déconfectionnalisation de la vie politique, de manière à rendre possible des rapprochements par-delà les clivages confessionnels.

22. Sur l'ensemble de ces questions religieuses, cfr Cfr J.-L. JADOLLE, *Chrétiens modernes ?...*, t. 3, p. 342-471.

23. Cette expression désigne l'ensemble des réformes visant à installer, à tous les niveaux – national, sectoriel et local –, une concertation entre patrons et travailleurs.

Il importe de souligner la hardiesse de ces revendications communes. Les responsables des trois périodiques partagent les positions les plus réformistes prônées par le PSC et la Confédération des Syndicats chrétiens (CSC). Ils font également leurs accents les plus hardis que l'on peut trouver dans la doctrine sociale de l'Église.

Ce « progressisme » commun masque toutefois des divergences sensibles.

Les responsables de *Témoignage chrétien* manifestent une sensibilité plus aiguë aux problèmes de la classe ouvrière. S'ils refusent, comme leurs homologues de *La Revue nouvelle* et de *La Relève*, de suivre les « chrétiens progressistes » français²⁴ dans leur compagnonnage avec les communistes, ils se montrent moins inquiets devant la question de l'irréductibilité du christianisme et du marxisme. Ils paraissent également plus critiques par rapport au régime capitaliste et plus favorables à la nationalisation de certains secteurs de l'économie. Leur déception par rapport aux modalités de mise en œuvre des réformes de structure est également plus vive. Ils s'opposent enfin aux projets de réforme de la sécurité sociale visant à restreindre le champ de l'assurance obligatoire aux seuls gros risques.

Sur le plan politique, l'équipe de *Témoignage chrétien* critique le projet de ceux qui ont cru à la possibilité de réformer le PSC de l'intérieur. Le choix de *La Relève* de s'arrimer au Parti social chrétien est donc implicitement réprouvé et la voie que l'Union démocratique belge (UDB)²⁵ avait tenté de tracer, justifiée

24. Polémique, cette appellation, que les milieux visés ne reconnurent jamais, s'efforçait de compromettre différents mouvements qu'on évitera toutefois d'amalgamer : l'*Union des Chrétiens progressistes* (1947-1951), *La Quinzaine* (1950-1955) puis le *Bulletin* (1955-1957) puis *La Lettre* (1957-), *Jeunesse de l'Église* (1943-1953) et *Économie et Humanisme* (1941-1966). Sur la question du « progressisme chrétien », cfr Y. TRANVOUEZ, *Catholiques et communistes. La crise du progressisme chrétien, 1950-1955*, Paris, 2000.

25. Sur la genèse de l'UDB et son histoire, cfr J.-C. WILLAME, « L'Union démocratique belge (UDB). Essai de création 'travailliste' », in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 743-744, 26 novembre 1976 et surtout W. BEERTEN, *Le rêve travailliste en Belgique. Histoire de l'UDB, 1944-1947*, Bruxelles, 1990. Cfr aussi le témoignage de T. PIRARD, « Un météore dans la vie politique et intellectuelle de la Wallonie : Forces

a posteriori. La rédaction plaide, sans discontinuer, pour une coalition entre le PSC et le Parti socialiste belge (PSB). Sa réserve dans l'affaire royale — il faudra attendre le dénouement de l'affaire pour qu'elle fasse connaître de manière tout à fait explicite sa position fondamentale — manifeste la conviction que la question doit demeurer libre pour les chrétiens. Elle trahit également le souhait de voir le Roi s'effacer, la division du pays rendant politiquement impossible son retour sur le Trône. Les interrogations répétées de certains animateurs de *Témoignage chrétien* à propos de l'efficacité de l'École catholique et la mise en évidence de la valeur du témoignage rendu par les chrétiens présents dans l'enseignement officiel manifestent également un réel malaise face aux mots d'ordre qui mobilisent le monde catholique. On ne peut exclure qu'un certain nombre de collaborateurs du journal, notamment parmi les membres des groupes *Esprit*, aient nourri une préférence pour l'École unique.

La rédaction de *La Relève* défend, sur plusieurs questions, des positions sensiblement différentes de celles de l'équipe belge de *Témoignage chrétien*. Davantage convaincue de l'efficacité de l'économie de marché, plus craintive face au spectre de l'étatisme, elle refuse de s'engager sur la voie des nationalisations. Insatisfaite de la manière dont les réformes de structure sont mises en œuvre, elle invite au réalisme et à la patience. Elle rappelle aussi régulièrement la nécessité de prendre en compte les impératifs de rentabilité économique. La présence, au sein du groupe, d'un nombre important d'administrateurs de sociétés et de financiers explique sûrement cette attitude. Le projet de réforme de la sécurité sociale, dans le sens d'une restriction du champ de l'assurance obligatoire aux seuls gros risques, manifeste à la fois la crainte de l'étatisme et le souhait de la rédaction de rendre à la personne son sens de la responsabilité. Les divergences entre les responsables de *La Relève* et de *Témoignage chrétien* par rapport aux réformes de structure et à l'Assurance Maladie-Invalidité reproduisent les tensions existantes, sur ces deux dossiers, entre le PSC et la CSC. Sur le plan politique, si elle partage avec l'équipe belge de *Témoignage chrétien* un même souci de déconfessionnalisation de la vie publique, la rédaction de *La Relève* se démarque d'emblée de l'UDB. Elle renonce également, assez rapidement, à soutenir la formule de coalition entre sociaux-chrétiens et socialistes et plaide pour la constitution de gouvernements PSC homogènes. En cause,

l'opposition des gauches au retour du Roi et à l'égalité de traitement des deux réseaux. Comme le PSC, le groupe de *La Relève* s'engage donc dans la revendication en faveur de la consultation populaire, puis du retour du Roi, et dans la défense de l'École catholique contre la législation Collard.

Plus proche de l'équipe belge de *Témoignage chrétien* par son attention aux questions religieuses et le profil de ses collaborateurs, les responsables de *La Revue nouvelle*, qui bénéficient du concours d'un certain nombre de collaborateurs communs avec *La Relève*, manifestent plusieurs affinités avec les positions de *Témoignage chrétien*.

Les deux rédactions semblent partager une critique également sévère face aux abus du régime capitaliste. Elles se rejoignent dans leur soutien indéfectible à un rapprochement entre le PSC et le PSB, par le biais d'une coalition gouvernementale. Il faut rappeler également l'accueil favorable réservé par les responsables de *La Revue nouvelle* au projet de l'UDB. Ils rejoignent aussi les promoteurs de *Témoignage chrétien* dans leur conviction que la division du pays rend politiquement impossible le retour du Roi. L'appréciation du bien-fondé de l'attitude de Léopold III en mai 1940 puis sous l'Occupation divise néanmoins la rédaction : celle-ci paraît moins encline à réclamer l'abdication du Souverain. Elle partage enfin l'inquiétude des animateurs de *Témoignage chrétien* face au retour des clivages confessionnels, particulièrement suite à la guerre scolaire.

Les réserves que leur foi chrétienne suscite par rapport à la possibilité d'une collaboration avec les communistes et leur crainte de l'étatisme rapprochent cependant les animateurs de *La Revue nouvelle* et de *La Relève*. Les uns et les autres refusent la voie de la nationalisation et réclament une réforme du système de l'Assurance Maladie-Invalidité qui restitue aux bénéficiaires une part de leur responsabilité individuelle. La rédaction de *La Revue nouvelle* est également plus encline à plaider la patience face aux lenteurs et aux insuffisances des réformes de structure. La mort dans l'âme, elle joint ses forces au formidable effort de mobilisation des catholiques en faveur de l'École libre.

L'étude des positions défendues dans les trois périodiques permet donc de confirmer la proximité plus grande entre l'équipe belge de *Témoignage chrétien* et celle de *La Revue nouvelle* ainsi que la position médiane de cette dernière.

Les groupes *Esprit* sont aussi le théâtre de débats et de prises de position qui ne sont pas sans rappeler celles défendues dans les colonnes de *La Revue nouvelle*, de *La Relève* ou de *Témoignage chrétien*. Le souhait, vif mais souvent déçu, d'une déconfectionnalisation de la vie politique belge et d'un rapprochement entre chrétiens et socialistes est donc patent au sein des quatre milieux étudiés. La critique du régime capitaliste les rassemble également.

Les groupes *Esprit* sont cependant aussi le lieu de prises de position remarquables par leur hardiesse. Très critiques à l'égard du PSC, un certain nombre de membres des groupes, y compris parmi les catholiques, paraissent plus enclins à faire confiance au PSB. Les objections traditionnellement opposées, en milieu catholique, à l'idée d'une collaboration habituelle avec les marxistes sont rejetées les unes après les autres. Dans le dossier scolaire, plusieurs protagonistes des groupes *Esprit* prônent l'instauration d'une École unique.

L'étude des positions défendues dans les colonnes de *La Revue nouvelle*, de *La Relève* et de l'édition belge de *Témoignage chrétien* permet donc de situer ces trois milieux aux marges du catholicisme politique, sur son aile la plus « progressiste ». Le choix de *La Relève* de soutenir le nouveau PSC et de veiller à ce qu'il soit fidèle au programme de Noël 1945, la place sur son flanc gauche. Marquées par un souci de déconfectionnalisation de la vie politique et de réforme de la société, ses positions se démarquent cependant, assez souvent, de celles défendues par l'équipe de *Témoignage chrétien*. Celle-ci paraît la plus audacieuse tant dans la remise en question des mots d'ordre qui tendent à conforter le « ghetto catholique » — particulièrement dans la question royale et la question scolaire — que dans la critique du régime économique et social en place. La rédaction de *La Revue nouvelle* occupe, sur ces deux plans, une position médiane. Plusieurs catholiques engagés au sein des groupes *Esprit* partagent ces positions, quand ils n'en défendent pas de plus hardies encore.

Approchée de la sorte, la question du « progressisme » de ces milieux, classiquement situés sur la « gauche » du catholicisme belge, pourrait paraître manquer de perspective. La question du « progressisme » en monde catholique à l'époque contemporaine ne nous semble en effet plus pouvoir être examinée sans faire référence aux travaux, particulièrement ceux d'Émile Poulat, qui ont contribué à mettre en évidence l'existence, aux origines du

catholicisme contemporain, d'une « matrice intransigeante », dont seraient redevables des courants aussi divers que la démocratie chrétienne et l'intégrisme anti-moderniste²⁶. Ces travaux ont subverti les catégories « gauche-droite », « progressisme-conservatisme ». L'exemple de la démocratie chrétienne de la fin du XIX^e siècle est sans doute le plus éclairant. « Progressiste » sur quantité de questions profanes, elle est porteuse d'un mode de présence de l'Église dans la société à rebours de la philosophie libérale²⁷. La question du « progressisme » en monde catholique charrie avec elle celle de cet « intransigeantisme » fondamental du catholicisme contemporain. Si le « progressisme » doit d'abord se mesurer par rapport aux positions et aux conceptions couramment admises à l'époque, la question se pose de savoir dans quelle mesure les milieux intellectuels catholiques « progressistes » étudiés dans le cadre de cette recherche rompent avec l'« intransigeantisme » qui apparaît comme un des ressorts du catholicisme contemporain. La question du « progressisme » des milieux étudiés doit être prolongée par une interrogation sur la sortie de l'« intransigeantisme » dont ils seraient le théâtre.

Pour recevoir une réponse définitive, la question de la sortie de l'« intransigeantisme » exigerait encore bien des recherches. Elle pose notamment celle de son portrait précis. Nous nous en sommes tenus à un trait, le plus fondamental à nos yeux : l'anti-libéralisme.

Contrairement à l'idée reçue qui fait de l'Église et de la foi l'alliée et l'instrument de la bourgeoisie contre la révolution marxiste, le « mental intransigeant » est marqué par un anti-libéralisme fondamental. L'exemple de la démocratie chrétienne est, une nouvelle fois, révélateur : le ralliement au régime libéral ou bourgeois, manifeste dès la première génération démocrate-chrétienne, ne signifie en rien l'adhésion aux principes fondamentaux du libéralisme économique, politique et philosophique. L'ouverture ou le « progressisme » sur quantité de questions qui engagent l'organisation de la Cité, se concilie avec une conception de la foi et de son mode d'insertion dans la société, sans concession aux idées nouvelles et à la philosophie libérale en particulier.

26. Cfr J.-L. JADOUILLE, *Chrétiens modernes ?...*, t. 5, p. 709-721.

27. Cfr notamment J.-L. JADOUILLE, *La pensée de l'abbé Pottier (1849-1923). Contribution à l'histoire de la démocratie chrétienne en Belgique*, Louvain-la-Neuve/Bruxelles, 1991.

De cet anti-libéralisme, il importerait toutefois aussi d'en dresser un portrait détaillé. Quels reproches les catholiques — et lesquels ? — adressent-ils au libéralisme ? Nous avons tenté de répondre en partie à cette question, en examinant un vaste corpus de documents pontificaux de Pie VI à Pie XII, de manière à repérer les reproches principaux adressés au libéralisme²⁸.

Vu de Rome, l'anti-libéralisme se manifeste par le rejet de trois postulats essentiels du libéralisme politique et philosophique : l'idée du contrat social, la séparation de l'Église et de l'État, la liberté de conscience. Ce triple rejet a servi de base d'analyse pour prendre la mesure de l'attitude des milieux étudiés par rapport au libéralisme et donc prendre la mesure de leur sortie éventuelle de l'« intransigeantisme ».

Contrairement au Magistère, les milieux catholiques « progressistes » que nous avons étudiés se rassemblent pour reconnaître le bien-fondé du régime démocratique libéral. Leur souhait d'une distinction plus nette entre les sphères profanes et religieuses les mène à réclamer une forme de séparation entre l'Église et l'État. Le processus de sécularisation et d'autonomisation des réalités temporelles est considéré comme bénéfique. Les animateurs de ces différents milieux se rejoignent également autour de la reconnaissance de la non-confessionnalité de l'État et plaident pour l'instauration d'un régime de liberté religieuse. Par contre, la revendication libérale qui prétend faire de la religion une affaire privée est vivement repoussée : en aucun cas, le chrétien, quittant l'espace de sa conscience, ne doit cesser de l'être.

La mise en évidence de cet écart par rapport à l'anti-libéralisme qui prévaut, au moins dans les sphères romaines du catholicisme dans les années '40-'50, invite à répondre plutôt affirmativement à la question de la sortie de l'« intransigeantisme ». Loin du rejet sans concession — intransigent —, les milieux catholiques « progressistes » étudiés dans le cadre de cette recherche opèrent en effet une transaction avec le libéralisme. Très clairement, un compromis se noue. Inacceptable pour des chrétiens soucieux de vivre l'inspiration de la foi au cœur de la vie, la prétention libérale à restreindre la religion à l'espace clos des consciences est rejeté sans ambages. Le compromis ne peut mener à la compromission. Par contre, plusieurs pierres d'angle du libéralisme politique et philosophique, auxquels l'Église romaine

28. Cfr J.-L. JADOULLE, *Chrétiens modernes ?...*, t. 5, p. 770-784.

continue à s'opposer au moins jusqu'à Pie XII, sont admises sans détour. La transaction qui s'opère ainsi nous paraît suffisamment profonde que pour signaler une rupture décisive avec le « mental intransigeant ».

Le projet initial de valider l'étiquette de « progressiste » habituellement accolée aux milieux catholiques belges francophones étudiés dans le cadre de cette recherche débouche donc sur une hypothèse interprétative qui situe, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans les groupes que nous avons étudié, une première tentative de se démarquer de l'anti-libéralisme fondamental du catholicisme. La transaction qui s'opère ainsi avec le libéralisme nous paraît suffisamment profonde et l'anti-libéralisme suffisamment au cœur de l'« intransigeantisme » catholique que pour parler d'une rupture avec cette matrice fondatrice du catholicisme contemporain, en tout cas jusqu'aux premières décennies du XX^e siècle.

La question de la sortie de l'« intransigeantisme » en pose toutefois une toute dernière. Si la transaction qui s'opère avec le libéralisme signe la sortie de l'« intransigeantisme », marquerait-elle l'entrée des catholiques en « modernité » ?

L'adaptation de l'Église et du mode de présence des chrétiens dans le « monde moderne » est au cœur du projet des milieux catholiques « progressistes ». La prise de conscience de l'irréductible nouveauté du temps présent est patente : la chrétienté est belle et bien révolue. La question de la « modernité » ou de l'adaptation au « monde moderne » est également au cœur du « mental intransigeant ». Foncièrement réactif, l'« intransigeantisme » doit en partie son succès à l'ampleur du désastre qu'il fait miroiter si l'« homme moderne » persiste dans sa négation de Dieu. Mais, alors que les milieux qui sont l'objet de cette recherche choisissent de transiger sur le fond, pour redonner à la foi un espace où elle pourra s'épanouir, les seconds campent dans un rejet « intransigeant » du monde « moderne ».

La question de la « modernité », de son avènement, des accommodements qu'elle appelle ou des résistances à lui opposer, est donc bien au cœur de l'histoire vécue du catholicisme contemporain. On manque toutefois de travaux qui offrent un portrait approfondi de ce « monde moderne » vu par les catholiques. La « modernité » constitue également une catégorie utilisée par un certain nombre de théologiens et de sociologues,

moins fréquemment par les historiens, pour désigner la fracture opérée par la philosophie des Lumières puis le libéralisme dans les sociétés occidentales. Or, le portrait de la « modernité », telle qu'esquissée par quelques théologiens et sociologues du christianisme, et celui du libéralisme, tel qu'il nous est apparu à travers les textes du Magistère, convergent d'une manière étonnante. De telle sorte que la question de la sortie de l'anti-libéralisme rémanent du catholicisme, sortie dont les milieux que nous avons étudiés sont le théâtre, conduit à poser la question de leur « modernité ». Dans quelle mesure la transaction opérée avec le libéralisme, considéré ici comme le fer de lance de la « modernité », fait-elle entrer les catholiques « progressistes » en « modernité » ?

Les débats autour de la liberté de conscience nous ont permis d'isoler ce qui pourrait constituer un foyer de résistance à l'une des exigences fondatrices de la « modernité ». Si la confrontation avec l'idéal moderne du Sujet débouche sur une reconnaissance de la laïcisation et de la séparation de l'Église et de l'État ainsi que sur la prise de position en faveur d'un régime de liberté religieuse, l'exigence d'autonomie de la conscience bute sur le maintien du principe de l'unicité du Vrai qui peut apparaître comme une lointaine réminiscence de l'« intégralisme » inhérent à l'« intransigeantisme » fondamental du catholicisme contemporain. Anticipant sur la teneur de la déclaration conciliaire *Dignitatis Humanae* (1965), la reconnaissance de la liberté de conscience manifeste en fait une reconnaissance de la liberté religieuse : sur le plan de sa conscience, l'homme demeure contraint par une vérité qui ne se conçoit que comme unique. Si les différents milieux qui sont l'objet de cette recherche opèrent donc bien une réelle ouverture dans le champ des rapports de l'Église à l'État, celui des hommes à la vérité demeure inchangé. L'acquiescement à la liberté religieuse sur le plan civil ne va pas de pair avec le renoncement à l'existence d'une « vérité intégrale », renoncement auquel aurait pu mener la reconnaissance affichée de la liberté de conscience.

« Progressistes » sur quantité de questions profanes et religieuses, les quatre milieux intellectuels catholiques que nous nous sommes efforcés d'approcher opèrent donc une transaction majeure avec le libéralisme politique et philosophique. Ils procèdent, en ce sens, à une rupture significative avec l'anti-libéralisme constitutif de l'« intransigeantisme » catholique. Leur projet d'adaptation de la foi et de l'Église au « monde moderne » nous semble cependant buter sur la question de la liberté de

conscience. La persistance d'une conception de l'homme comme d'un être naturellement religieux et d'une vérité religieuse qui ne peut se concevoir que comme unique pourrait constituer la trace d'un « mental intégraliste », persistant malgré la rupture avec l'« intransigeantisme ».